



REVUE DE PRESSE

Jeudi 26 septembre 2019



La nouveauté

Une poupée non-genrée pour filles et garçons

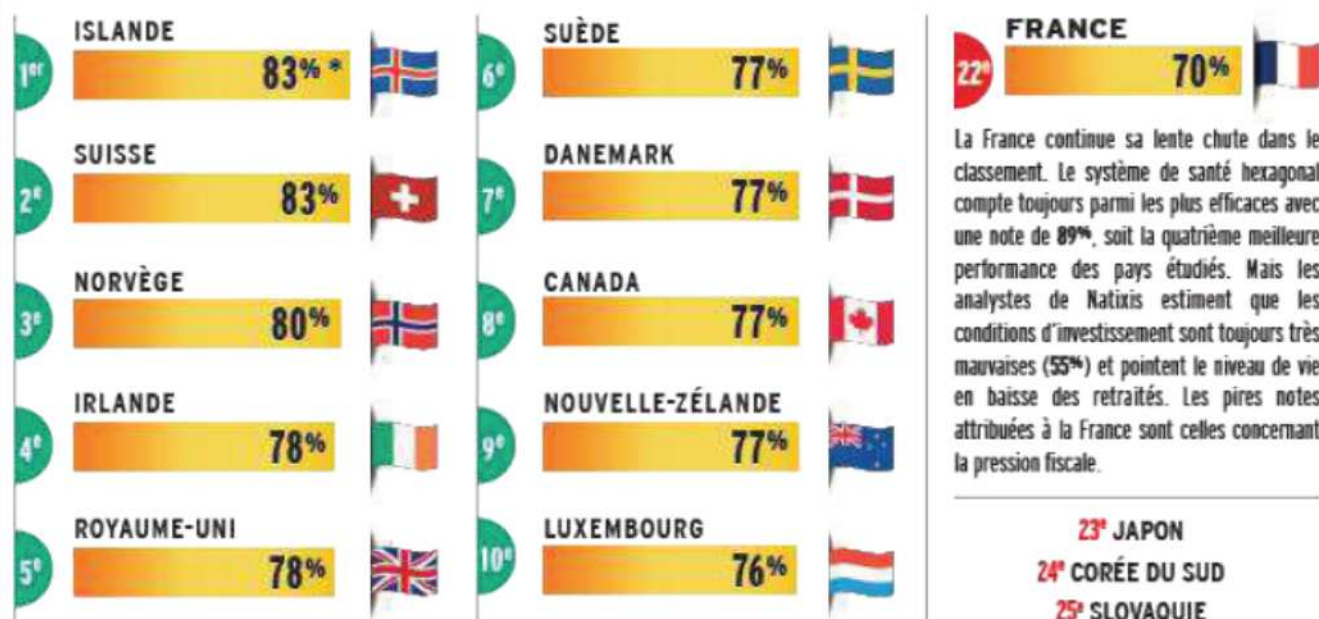
Soixante ans après la naissance de Barbie, Mattel a lancé hier aux États-Unis sa première poupée qualifiée d'«inclusive», c'est-à-dire sans identité sexuelle attribuée, non-genrée. Cette série de sept figurines, aux couleurs de peau variées et baptisée «Creatable World» (capture d'écran BFMTV), s'adresse à tous les enfants et a pour objectif de correspondre aussi bien aux filles et aux garçons, mais aussi aux jeunes qui se définissent comme «gender fluid», transgenres ou non-binaires.



Ces poupées modulables ont donc cheveux courts ou longs, pantalon ou jupe, chaussures à semelle compensées ou baskets. «Les jouets sont le reflet de notre culture et à mesure que le monde célèbre l'impact positif de l'inclusivité, nous avons senti que le moment était venu de créer une ligne de poupées sans label», a expliqué la vice-présidente de la division Mattel Fashion Doll Design, Kim Culmone.

L'infographie

Retraités : le top 10 des pays où il fait bon vivre



La France continue sa lente chute dans le classement. Le système de santé hexagonal compte toujours parmi les plus efficaces avec une note de 89%, soit la quatrième meilleure performance des pays étudiés. Mais les analystes de Natixis estiment que les conditions d'investissement sont toujours très mauvaises (55%) et pointent le niveau de vie en baisse des retraités. Les pires notes attribuées à la France sont celles concernant la pression fiscale.

* La banque d'investissement Natixis vient de publier son index global des retraites. Celui-ci permet de comparer la situation des retraités dans 44 pays. Pour chaque pays, l'index donne une note globale qui s'appuie sur 4 critères déclinés en 18 sous-critères : le bien-être matériel des retraités, la santé et l'accès à des services de santé de qualité, les finances à la retraite (accès à des services financiers de qualité et capacité de préserver l'épargne) et enfin la qualité de vie.

Au front face à l'enfance meurtrie

■ Abus sexuels sur mineurs, maltraitements, violences scolaires sont traités par la brigade des mineurs.

■ Rencontre avec ces enquêteurs du commissariat d'Angoulême

Antoine BENEYTOU
a.beneytou@charenteinfo.fr

«**O**n travaille sur de l'humain, par définition, c'est ce qu'il y a de plus dur, de plus valorisant, mais aussi de plus destructeur», souffle Franck, dans un couloir du commissariat d'Angoulême. En une phrase, l'officier de police résume ses sentiments mêlés et ceux de ses cinq collègues de la brigade des mineurs, confrontés chaque jour, à des situations sordides, usantes. Maltraitance, violences scolaires, abus sexuels, affaire de mœurs. Voilà leur quotidien. «Chaque année, l'Unité de protection sociale (composée aussi de la brigade de protection de la famille, qui traite notamment des violences conjugales, ndr), dont dépend la brigade des mineurs reçoit 1 500 dossiers. On réussit à traiter 70 % de ce qui arrive», glisse le capitaine Denis Dubernet. Avec parfois l'impression de «vider l'océan à la petite cuillère», confie une enquêtrice. Parce que les dossiers s'empilent sur les bureaux, et «qu'il y aurait du travail pour deux ou trois fonctionnaires de plus.»

1 500 dossiers par an

Dans le service, rares sont ceux qui ont choisi d'être ici. On débarque souvent «aux mineurs», par le jeu des mutations. À l'exception de Franck, arrivé dans ce groupe en 2012. «Une fillette ou une femme qui vient pour parler de ce qu'elle a vécu, il y a une étincelle dans ses yeux qui dit "merci, enfin quelqu'un qui m'a rendu service et qui m'écoute"», explique-t-il dans la salle Mélanie aménagée au der-



Six enquêteurs composent la brigade des mineurs de l'Unité de protection sociale du commissariat d'Angoulême.

Photos Quentin Petit

nier étage du commissariat. Un lieu permettant de filmer les auditions des enfants. Il y a là des petites chaises, une table avec un plateau transparent pour décortiquer la communication non verbale, des poupées, des feuilles pour dessiner, une fenêtre «pour que le regard puisse s'échapper», détaille Franck, inépuisable sur le sujet. Tout, pour mettre à l'aise. Et puis il y a l'expérience des policiers qui doivent amener les enfants à se confier. «Surtout pas de question directe. L'enfant dira ce que l'adulte veut entendre.» Alors il y a ces petites phrases, pour l'emmener doucement dans la bonne direction et savoir ce qu'il a subi: «Maman m'a dit qu'on t'avait fait du mal», ou «Tu sais pourquoi tu es ici?». Franck reprend: «Quand je suis arrivé ici, je me disais que les jeunes femmes ne voudraient jamais me parler car je suis un homme. Mais en fait, non. Cela passe parfois par l'écriture.» Il se souvient de cette femme, adulte, qui avait décrit ses services sur une feuille avec une écriture d'enfant. Depuis son arrivée, l'OPJ a acquis l'expérience, pour mettre à l'aise les jeunes victimes...mais aussi ramenées chez lui des suspensions. «Nos enfants, on ne les élève pas de la même façon», confie Aude, arri-

«**Quand mon fils était en âge d'avoir sa première relation, je lui disais bien de s'assurer que sa copine était d'accord.**»

vée il y a un mois dans le service, en provenance de Bourges.

«**Les enquêteurs n'en sortent pas indemnes**»

Elle a déjà travaillé sept ans dans une brigade des mineurs, avant une parenthèse de trois ans à la financière. «Je voulais arrêter, mais c'est ma matière préférée.» Même si par moments «on voit le mal partout.» Bertrand, 49 ans, passé par Sarcelles et tout juste arrivé dans le groupe résume à sa façon: «Quand le corps est en vacances, la tête est au boulot.» Et cela déteint sur la vie de famille. «Quand mon fils était en âge d'avoir sa première relation sexuelle, je lui disais bien de s'assurer que sa copine était

d'accord», se souvient cette enquêtrice. «Il y a quelques années, on avait fait une intervention pour une mort subite de nourrisson. J'avais un enfant en bas âge, toutes les nuits je me levais pour voir s'il respirait», raconte Franck. À côté de là, Fred, 43 ans, arrivé à la brigade des mineurs il y a un an, le confie sans détour. «C'est le groupe le plus dur, notamment émotionnellement.» Il se souvient de sa première autopsie de nourrisson. «J'ai tenu un quart d'heure...» Sa collègue, Marlène, est là depuis 18 ans. «Même moi je ne sais pas comment je fais! Il faut se blinder, se fermer.» «Parce qu'on traite de choses taboues, dégueulasses.» Et de déplorer un manque de reconnaissance. «Pour beaucoup de flics, on n'est pas des flics, mais des assistants sociaux. Personne ne veut entendre que sa voisine se fait violer par son beau-père», souffle l'un d'eux. Et puis il y a des interventions particulièrement pénibles, dans des milieux défavorisés: «Parfois on doit retirer les enfants d'un domicile, quand la famille ne répond pas aux injonctions du juge», souffle le capitaine Denis Dubernet. Il y a des cris, des pleurs. Quand les enquêteurs sont confrontés à ça, ils n'en sortent pas indemnes.

Une journée pour parler des victimes

Ce samedi, l'association «Unis vers psy» consacre une journée de conférences aux victimes de violences et à la façon dont elles se reconstruisent, à l'espace Franquin, à Angoulême. Au cours de la matinée, de 10 à 12h, il sera question de l'aide fournie aux victimes de violences, ici en Charente. Puis à 14 h 30, une table ronde traitera de la reconstruction psychologique pour les victimes. En présence notamment de Maxime Gaget, développeur informatique, qui a dû subir huit interventions pour retrouver figure humaine. Son ex-compagne a été condamnée à cinq ans de prison dont deux ans ferme pour violences graves. Il souhaite aujourd'hui briser le tabou qui entoure les hommes battus. Auteur de «Ma compagne, mon bourreau». À 18 heures la «Compagnie ReCréation by Loba» présentera son spectacle «L'Armes». Réservations par internet www.universpsy.fr ou par mail à universpsy16@gmail.com ou par téléphone au 06 78 86 13 08.

Du coup de pied dans le toboggan au harcèlement sur les réseaux sociaux

À la brigade des mineurs depuis 17 ans, le capitaine Denis Dubernet a observé des évolutions. Notamment une recrudescence des plaintes pour des violences dans le milieu scolaire. Ce qu'il déplore. «Ce sont des affaires qui avant n'arrivaient pas jusqu'à nous car c'était réglé par les chefs d'établissements et les familles. La semaine dernière, on a eu le cas de figure d'une histoire dans une cour d'école, où une élève de quatre ans a reçu un coup de pied d'un camarade en descendant d'un toboggan...C'est un dossier qui n'a rien à faire dans un commissariat de police. Sans être péjoratif, ça

pollue notre travail et tout cela nous prend du temps. Et dans le même temps, des dossiers prioritaires sont laissés de côté. Je suis là depuis 17 ans et avant, on ne voyait pas ça.» Autre évolution, l'apparition du harcèlement sur les réseaux sociaux. «Les jeunes ont l'impression qu'ils ne font rien de mal, qu'ils sont donc intouchables derrière leur écran. On voit passer des photos humiliantes. Tout a pris de l'ampleur», explique un enquêteur. «On observe aussi que les filles sont de plus en plus violentes, quand chez les garçons, cela reste stable.»



Cette salle dite «Mélanie» est utilisée pour filmer les auditions des mineurs victimes.

Charente

Deux nouvelles formations à Angoulême et Cognac avec le Cnam

Décidément, la Charente n'en finit plus d'attirer de nouvelles formations. Aux cinq nouvelles écoles qui verront le jour dans le département à la rentrée de septembre 2020, il faut ajouter deux nouvelles formations sur mesure avec le Cnam. Le Département surfe ainsi sur le partenariat réussi avec le Conservatoire national des arts et métiers, conclu en 2005, et qui a débouché sur l'implantation de l'Enjmin, l'école nationale du jeu et des médias interactifs, dont le master a été classé n°1 dans le banc d'essai 2018 par le mensuel l'Étudiant.

«On se met en situation pour être prêts pour ouvrir en septembre 2020, mais ce ne sera pas une affaire d'État si l'on doit décaler d'un an», indique Jérôme Sourisseau. Le vice-président au Département en charge de l'enseignement supérieur et des solidarités territoriales, est d'ailleurs à Paris ce matin pour l'officialisation de ces annonces. La première offre se déclinera à Angoulême, où le Cnam va se consolider avec la création d'une licence informatique, concepteur de jeux vidéo et game designer, appelée à répondre aux besoins des acteurs de l'image.

La licence, qui devrait accueillir une vingtaine d'étudiants, se fera en alternance et en forma-

tion continue. Les étudiants seront donc à demeure durant trois ans. Autre nouveauté, du côté du Cognacais cette fois, avec la création in extenso cette fois d'une antenne du Cnam dédiée à la promotion des formations alliant spiritueux et tourisme. La formation professionnelle prévue, qui sera a priori de niveau licence est destinée à des futurs chefs de projets touristiques. Elle n'a pour l'heure aucun équivalent en France, assure Jérôme Sourisseau.

«On a défini un contenu pédagogique pour former des techniciens supérieurs dont peuvent avoir besoin les PME dans le domaine des spiritueux. On a beaucoup de maisons qui font des accueils de VIP pour 48h. Il s'agit en quelque sorte de tourisme professionnel.» Le lieu où sera dispensée cette formation n'est pas encore arrêté. *«On a deux ou trois pistes dont l'une qui est pérenne.»*

Ouvrir une antenne du Cnam suppose aussi de proposer des formations qui s'adressent aux adultes. L'une d'elles portera sur le numérique et sera également dispensée dans la nouvelle antenne du Cognacais. Ces offres interviennent, alors que le Cnam envisage d'ouvrir cent nouveaux centres en France en trois ans, notamment au cœur des territoires, dans des villes moyennes de quelques dizaines de milliers d'habitants.

«Le féminisme ne concerne pas seulement les femmes»

Dans le cadre du festival «Au fil du conte», Alberto Garcia Sanchez explore les inégalités et injustices subies par le «deuxième sexe».

Jonathan KLUR
j.klur@charentelibre.fr

«**E**lle et mon genre», c'est un homme seul sur scène qui parle de la violence exercée envers les femmes - physique, morale, par la publicité, les normes sociales. Le conteur et auteur, Alberto Garcia Sanchez, a longtemps hésité avant d'aborder ce sujet qu'il envisage comme un «problème pour l'humanité entière».

Comment est née l'idée d'écrire sur la place des femmes dans la société?

Alberto Garcia Sanchez. C'est l'une des injustices à laquelle je m'intéresse depuis longtemps. Mais il a fallu que l'on me pousse pour que je le traite moi-même sur scène. Le fait d'être un homme fait partie de la dramaturgie, on ne peut pas l'ignorer. Si j'avais l'air de faire la morale aux femmes, ça serait l'échec total. Pour moi, c'est un exercice d'empathie et de solidarité. Le féminisme ne concerne pas seulement les femmes mais toute l'humanité.

Que peuvent dire les hommes sur le sexisme?

Le problème nous touche. Par exemple, on ne peut pas pleurer facilement, sinon on nous dit «t'es comme une femme». Mais ce sont les femmes qui subissent, avant tout, ce problème. J'ai une fille de 14 ans, et je vois qu'elle est harcelée par une certaine conception de la féminité, par la mode.

Comme a-t-elle réagi à votre spectacle?

Elle a adoré! J'ai beaucoup parlé avec elle. Une des histoires que j'ai écrites lui est adressée.

Définiriez-vous «Elle et mon



Alberto Garcia Sanchez: «Beaucoup d'hommes sont touchés par le spectacle.» Ph. J.K.

genre» comme un spectacle féministe?

L'histoire n'existe que dans l'oreille du spectateur. C'est lui qui va en construire une lecture, le spectacle est ouvert. Moi, je suis féministe, c'est sûr, mais c'est au spectateur de choisir si c'est un spectacle féministe.

Des livres vous ont-ils inspiré pour l'écriture?

J'ai beaucoup aimé «Beauté fatale», de Mona Chollet. C'est une réflexion sur l'industrie de la mode et sur la façon dont elle harcèle les femmes et surtout les filles. Il y a aussi une auteure mexicaine, Marcela Lagarde, qui a compté pour moi.

Le mouvement MeToo a-t-il eu un impact sur votre spectacle?

Il a débuté une semaine après la première du spectacle, qui a eu lieu en 2017 à Montréal. MeToo m'a fait une campagne extraordinaire! Je me disais, au départ, que personne ne s'intéresserait au spectacle. Parce que les thèmes féministes étaient en avant en Espagne, mais peu ailleurs.

Les violences physiques subies par les femmes sont dénoncées avec force depuis plusieurs mois. Est-ce un sujet du spectacle?

Oui, mais je le fais avec beaucoup de retenue et à travers une histoire, parce que le thème est déjà dur en lui-même. Je traite aussi du droit à la non-maternité. On considère trop que, si une femme n'a pas d'enfant, elle a raté sa vie.

Les réactions des hommes et des femmes diffèrent-elles?

Je suis agréablement surpris de voir qu'il y a des hommes très touchés. Et l'accueil est bon du côté des féministes. Je pense avoir trouvé ma place dans ce thème. J'ai été invité à un festival féministe le 8 mars, et j'en suis très content.

Le festival Au fil du conte a lieu du 26 septembre au dimanche 6 octobre, dans tout le département. Programme sur www.sdl16.lacharente.fr. «Elle et mon genre»: jeudi 26 septembre à 20h30, à Jarnac, salle des Foudres; vendredi 27 septembre, à 20h30, à Chevres-Richemont, Chapelle de l'Ireo; samedi 28 septembre à 20h30, à Chalais, Espace Arc-en-ciel.

Télévision

Les produits charentais mis en lumière sur TF1



TF1 est allé filmer dans différents restaurants.

Repro CL

Coup de projecteur. Les caméras de TF1 se sont baladées en Charente la semaine dernière pour mettre en valeur des produits locaux. Elles ont fait une halte à la fromagerie du Manslois à Rivières. «On est ensuite allé au restaurant La Margelle à L'Isle-d'Espagnac où le chef a cuisiné le fromage, c'était un très bon moment», commente Franck Billondeau, directeur commercial du Manslois. Les caméras se sont aussi intéressées au foie gras de Tusson et au restaurant Le Compostelle, tout comme aux truites de Gensac-la-Pallue et au restaurant de Châteauneuf Graines et Garenne. «Ils ont fait un beau tour des produits charentais, on a hâte de découvrir le résultat» s'enthousiasme Franck Billondeau. Les reportages seront diffusés de lundi à jeudi prochain (du 30 septembre au 3 octobre) au JT de 13h présenté par l'inénarrable Jean-Pierre Pernaut.

En vue

■ STGA

Quatre-vingts conducteurs en grève demain

Trois syndicats de conducteurs, à la STGA, ont déposé un préavis de grève pour la journée de vendredi. Au cœur des revendications, la défense des systèmes de retraite et l'amélioration des conditions de travail. La société de transport du GrandAngoulême a recensé 80

conducteurs grévistes. Sur 1 217 départs du terminus, 613 ne seront pas assurés. 51 % du service normal ne pourra donc pas être assuré. Dans le détail, le trafic des lignes A, B, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 22, et 23



Photo CL

sera fortement perturbé avec parfois seulement 27 % du service assuré comme sur la ligne 7. Aucun bus ne circulera sur la ligne 24. Bonne nouvelle du côté des lignes scolaires (de 50 à 82), des lignes 10, 20, 21 et de la ligne express (Puymoyen, Ma Campagne, Gare SNCF), elles fonctionneront

normalement. C'est le second mouvement de grève cette semaine. Mardi, quelques conducteurs s'étaient joints au mouvement national pour la défense des systèmes de retraite.

■ Virage professionnel pour Émilie Baudry, qui a travaillé cinq ans aux Etapes du cognac ■ Elle vient de monter sa micro-brasserie et souhaite partager sa passion.

Big Hop, la petite bière qui veut faire son trou

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Comme quoi les virages, dans la vie, ça tient parfois à peu de chose. Pour Émilie Baudry, c'est parti d'un simple kit de bière à faire soi-même. L'ancienne chargée de communication des Étapes du cognac, formée à l'Université des spiritueux de Segonzac, vient de lancer sa propre marque de bière: Big Hop (1) est en vente dans quelques magasins de Cognac et, à partir de mardi, sur le marché du Champ-de-foire.

”

En France, on connaît tout sur le vin mais la plupart des gens ne savent pas comment la bière est faite.

«J'ai toujours eu envie d'avoir ma boîte», confie la jeune femme, qui n'avait toutefois pas envisagé de se lancer dans la brasserie. Mais avec son conjoint, Jean-David, elle s'est rapidement prise au jeu de la fabrication maison. «On a vite décidé de remplacer la casserole par une machine automatique. Pendant deux ans, on a brassé tous les week-ends, on ne faisait jamais la même recette.» Passionnée, la Castelbernardine commence à s'inscrire à des concours amateurs. «L'an dernier, on a fini troisième avec une bière acide à la framboise à la Paris beer week. On a aussi remporté un prix dans la catégorie houblonnée au BliB, à Bordeaux.» Les jurys poussent le couple à produire des bières de caractère. En parallèle, Émilie Baudry et son conjoint dégustent une bière artisanale chaque jour pour se faire le palais.



Ce samedi, Émilie Baudry proposera une démonstration de brassage au Gourmet charentais, l'épicerie fine de Mathieu Gros, place du Canton.

Photo J. P.

La société est officiellement lancée en décembre 2018. Et quelques mois plus tard, les premières bières, brassées chez le père d'Émilie, traiteur à Mérignac, sont commercialisées (2). Big Hop compte aujourd'hui six références. «On ne parle pas de blonde, de blanche ou de brune. Les noms de nos bières correspondent, en fait, au style de la bière.» Il y a, par exemple, la «Session pale ale». «“Session”, en brasserie, ça veut dire faible en alcool, et la “pale ale”, c'est une bière blonde peu amère», explique Émilie Baudry. Pour ceux qui ne le sauraient pas, c'est simple: c'est écrit sur l'étiquette. Comme l'intégralité de la recette et les plats avec lesquels on peut déguster la boisson.

On découvre ainsi à quoi correspondent la «Lager Motueka», la «Belgian Ale» ou encore la «Baltic Porter». «On a voulu faire des

bières faciles à boire, entre 3,5 et 7,2 degrés», indique Émilie Baudry, qui devrait sortir deux nouvelles recettes pour Noël.

En test: une bière cerise-betterave

Pour l'heure, elle produit une centaine de litres par semaine. «J'aimerais augmenter les volumes, évidemment. Mais je me laisse une année de test. Si ça marche, j'irai voir les banques», glisse Émilie Baudry, qui précise que pour lancer la société, le couple a investi 10 000 euros. Depuis, le conseil régional lui a apporté une aide de 8 000 euros, réinvestis dans l'achat de cuves de fermentation thermorégulées.

En attendant de grandir, Émilie Baudry continue à faire des tests: «On a fait une bière cerise-betterave, mais on ne sait pas si ça peut marcher; une bière salée avec des

baies de coriandre aussi.» Souvent, ce sont les copains qui goûtent. Maintenant, les clients donnent aussi leur avis. «On écoute beaucoup ce qu'on nous dit pour faire évoluer nos recettes», assure la jeune entrepreneuse, qui a très envie de faire découvrir sa passion au grand public, expérience dans l'œnotourisme oblige. «En France, on connaît tout sur le vin mais la plupart des gens ne savent pas comment la bière est faite.» Ce samedi, elle proposera un atelier de brassage au Gourmet charentais, l'épicerie fine de la place du Canton, entre 15 heures et 19 heures. Et ne prenez pas peur en la voyant: non, ce n'est pas la bière qui a fait gonfler son ventre. Mais un troisième enfant, qui devrait pointer le bout de son nez dans un petit mois.

(1) Hop, comme le houblon en anglais.

(2) Vendues entre 3 € et 3,50 €.

Il y a du glyphosate chez tous les pisseurs de Cognac

Un temps de restitution a été organisé, hier soir, après les analyses d'urine réalisées en juin. Prochaine étape: le dépôt de plainte.



Les Cognaçais qui se sont livrés à une analyse d'urine en juin dernier se sont retrouvés, hier soir, à la salle Jules-Ferry.

Photo J. P.

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Ce n'est pas une surprise: les résultats des analyses de Ruffec et L'Isle-d'Espagnac, rendus publics au mois de mai, ne permettaient pas de penser que les Cognaçais seraient, eux, épargnés. 100 % des 47 pisseurs, qui ont livré leur urine au dépistage de glyphosate en juin dernier, sont positifs. Avec, parfois, des taux très élevés. C'est le cas de Daniel, 60 ans, qui affiche 3,082 nanogrammes par millilitre (ng/ml)... quand le taux toléré dans l'eau est de 0,1. Il vit dans le quartier Saint-Jacques, à 500 mètres des vignes, mais mange bio. Isabelle, 36 ans, est aussi à 3,01 ng/ml: «Je vis en plein centre-ville de Co-

gnac, j'ai une alimentation bio à 90 %, je suis végétarienne, détaille-t-elle. Mais je bois l'eau du robinet et j'ai grandi à la campagne au milieu des pesticides.» Françoise, elle, est à 0,636 «alors que j'habite juste à côté d'une parcelle de vignes traitée». Le taux le plus bas (moins de 0,075) est attribué à une septuagénaire, quand la moyenne se situe à 1,148. Elle est un peu plus haute que sur les deux autres analyses menées dans le département.

Les pisseurs se sont retrouvés, hier soir, à la salle Jules-Ferry pour échanger autour des résultats qui avaient été communiqués à chacun au cours de l'été. Avec beaucoup de questions: «Est-ce que ça vient de l'eau, de l'air ou de la nourriture?»; «Est-ce que le ré-

sultat serait le même aujourd'hui?»; «Est-ce qu'un taux plus haut est inquiétant ou est-ce simplement le signe que j'élimine bien?»; Pas de réponse des bénévoles sur ces sujets-là. «Nous ne sommes pas des scientifiques. Et quand on analyse les questionnaires sur le mode de vie des pisseurs, il n'y a rien qui se recoupe. Ce qui est certain, c'est qu'on en a tous et que c'est hyper alarmant.»

C'est ce que voulait prouver la campagne nationale «J'ai des pesticides dans les urines et toi?». La prochaine étape, ce sera le dépôt de plainte, qui va être fait par 90 % des pisseurs cognaçais, devant le tribunal de grande instance d'Angoulême. Courant octobre normalement.

Jean-Hubert Lelièvre ouvre le feu

Le candidat «En avant Cognac» a étrenné le premier meeting des municipales. Devant 250 personnes et «la culture du faire» en étendard.

Stressé pour son meeting de lancement de campagne pour les municipales de 2020 ? «*En rien, je suis content d'être là. Il y a du monde, c'est déjà une belle soirée*», lâchait hier soir Jean-Hubert Lelièvre, à l'entrée de la salle polyvalente de La Salamandre où il a accueilli une à une les 250 personnes venues l'écouter, claquant des bises comme on claque des doigts à une bonne partie d'entre elles. L'assistance en place, «*haut les cœurs, on y va*», a poursuivi le candidat (de droite) de la liste «En avant Cognac», premier du lot à se confronter à l'exercice. Et de se jeter dans l'arène sous les applaudissements nourris, pas supers-titieux non plus pour un sou. Le dernier à être passé par-là dans la même salle était Noël Belliot, en 2014. Avec le résultat que l'on sait pour le candidat d'alors de la droite cognacaise.

Francis Hardy en soutien

«*La disposition de la salle n'est pas identique, là c'est en arc de cercle, au plus près*», a-t-il souri à cette évocation. Proximité, l'un des maîtres-mot de ce meeting auquel étaient pré-



Jean-Hubert Lelièvre (à gauche) a reçu le soutien de Francis Hardy (en jaune).

Photo CL

sents, au premier rang, un soutien de poids, l'ancien maire de Cognac Francis Hardy, mais aussi François Bonneau, président du conseil départemental, Daniel Sauvaître, ex-candidat LR aux dernières législatives. Quand dans la salle se mêlaient des conseillers départementaux des deux Charentes, Philippe Lecorne, président des Républicains en Charente, et des personnes de tous âges. Proximité, mais aussi rassemble-

ment, ensemble, envie, énergie, autant d'autres mots qui ont émaillé les discours durant une bonne heure. Ceux d'abord de Florence Pechevis, vice-présidente du Département (sport), de Richard Ferchaux et Emilie Richaud, conseillers municipaux d'opposition de Cognac, membres déjà dévoilés de la liste de Jean-Hubert Lelièvre (CL du 21/9), lequel leur a ensuite succédé au micro. Pour se présenter, évoquer ses racines barbeziliennes, son parcours, ses deux enfants natifs de Cognac. «*Légitimité*». Pour présenter ses sept autres colistiers. «*Solidarité*». Pour expliquer le pourquoi de son engagement dans ces municipales qui s'annoncent âpres avec six candidats au moins en lice. «*Volonté*». Pour enfin rappeler la méthode «En avant Cognac», «*la culture du faire*» et ses «*pilliers, responsabilité, solidarité, environnement*», avant de se frotter aux questions de l'assistance et boucler cette première autour d'un verre.

Ce soir, c'est au tour de Morgan Berger, liste «Notre parti c'est Cognac», de se lancer à son tour, à l'Espace 3000.

G. B.

Cognac rend hommage aux harkis



Photo J. P.

Hier matin, Cognac a rendu hommage aux harkis, devant le monument aux morts du boulevard Denfert-Rochereau. Au nom de l'État, Chantal Guelot, la sous-préfète, a dit «*la reconnaissance pleine et entière*» de la Nation envers ces hommes «*qui ont servi la France avec loyauté*». Une reconnaissance qui passe «*par la connaissance*» et «*le travail de mémoire*».

Appel

«Les GüMs» recherchent couples pour une création



Le duo Clémence Rouzler et Brian Henninot lance un appel pour un projet sur la vie de couple.

Repro CL

Vous vivez en couple depuis plusieurs années. Vous habitez Moulidars, Boutiers-Saint-Trojan ou Saint-Preuil, et êtes prêts à raconter l'histoire de votre rencontre, de vos relations, vos projets, les choses que vous partagez, vos secrets, vos concessions... Clémence Rouzler et Brian Henninot, de la compagnie théâtrale burlesque «Les GüMs» passée en résidence en février dernier au théâtre de Cognac, recherchent huit couples pour

la création d'une installation sur ce thème. Couples, mais aussi duo de frères, de sœurs, de parents et enfants, d'amis, l'essentiel étant que la forme du couple a vécu suffisamment longtemps ensemble. Les interviews seront réalisées entre le 25 et le 29 octobre, avec entière liberté évidemment de raconter que ce que vous souhaitez. Pour participer à ce projet, il suffit de s'adresser à L'Avant-Scène par courrier électronique: rp@avantscene.com

Des cabanes faites maison à Montigné

Gérard Gouyette fabrique des cabanes chez lui. De la cabane à la Tim Burton au food-truck, le constructeur s'adapte à toutes les demandes et les réalise.

En arrivant chez Gérard Gouyette, sur les hauteurs de Montigné, on se croirait dans un conte de Tim Burton. Les cabanes sont là, rustiques, fabriquées sur commande par un retraité adepte de la nature, amoureux du travail bien fait, de la belle matière et du faire plaisir.

Touche-à-tout, ce Normand d'origine, installé dans sa propriété à Montigné, au lieu-dit «Le Boutilier» se dit intéressé par tout ce qui peut lui «procurer du plaisir à travailler». Electricien industriel à 25 ans, il se met à monter des charpentes, «car le bois a toujours été ma passion. J'ai de la sciure qui coule dans mes veines», se plaît-il à répéter en se présentant comme moitié artiste, moitié menuisier, mais en tout cas, désormais comme constructeur de cabanes.

Avant de passer par la case cabanes, il a géré une boîte d'informatique aux Antilles pour terminer sa vie professionnelle comme gérant d'une société d'expédition de colis express vers la Guadeloupe. La retraite sonnée, «je m'en-nuyais. Il n'était pas question que je reste entre mes quatre murs à regarder passer les heures». C'est presque naturellement qu'il se tourne vers les cabanes.

A la foire de Rouillac

Intarissable sur le sujet, Gérard Gouyette explique qu'il fait du sur-mesure, et même du personnalisé. Montées en voliges d'épicéa, surélevées d'un toit de brandes, les cabanes pour enfants sont parfaitement habitables avec leur plancher en pin douglas. Tout est fabriqué maison. «Je m'approvisionne dans la région et compose ma peinture moi-même». Les murs sont badigeonnés d'une teinte formule magique qui apporte la couleur marron foncé, caractéristique des contes de Tim Burton. «Tout simplement de la grenaille de fer que je laisse macérer dans le vinaigre blanc», livre le Charentais d'adoption qui se fait aider de son épouse, pour la peinture particulièrement. Toutes les cabanes sont faites sur mesure et sont personnalisées.



Gérard Gouyette et son épouse devant une cabane pour enfant.

Photos CL



Food-truck en construction.

Les livraisons se font dans toute la France. L'une d'entre elles a été livrée au parc animalier du Vallon des kangourous à Saint-Clar (32). Une autre va «faire la foire de Rouillac ce 27, nous serons sur le champ de foire». Elle prendra ensuite la direction de Jardiland

à Soyaux où elle restera trois mois pour les animations autour de Noël. Facile d'imaginer la magie que procurera cette petite cabane illuminée et aménagée pour les enfants. Tout en montant ses cabanes, le constructeur souhaitait enrichir

son catalogue où se sont invités les food-trucks. «Bien sûr, toutes nos réalisations sont homologuées. Les remorques qui les transportent sont aux normes européennes, avec châssis, éclairage et fermetures sécurisées», indique le constructeur charentais. On peut aussi passer commandes pour les roulottes enfant ou les Tiny house.

Peu connu dans le secteur, Gérard Gouyette travaille grâce au bouche à oreille et sur le Bon Coin.

Marie-France DUMOUT

Contact: 07 67 94 81 22.



Le bois a toujours été ma passion. J'ai de la sciure qui coule dans mes veines.

Jarnac

Coupures de courant à répétition

Depuis un petit mois, les Jarnacais subissent des coupures de courant à répétition. Dernière en date mardi soir. Plusieurs rues de la ville se sont retrouvées plongées dans le noir. La faute à des «*perturbations sur un réseau moyenne tension*», indique Dominique Roger-Chatreau, directrice territoriale d'Enedis, qui précise que les équipes ont été alertées et sont intervenues. «*Nous souhaitons identifier l'origine des anomalies et nous assurer que nous avons éradiqué les défauts.*»

Réchauffement: un tableau glaçant

■ Certains effets du changement climatique sur les mers et les glaces sont irréversibles, prévient l'ONU

■ Mais réduire les émissions de CO₂ permettrait de «gagner du temps».

Le document fait 900 pages et est accablant. Le rapport des experts climat de l'ONU (Giec), adopté cette semaine à Monaco et dévoilé hier, égrène une longue liste d'impacts dévastateurs. À commencer par les océans et les zones gelées qui déperissent à vue d'œil, menaçant des pans entiers de l'humanité. Certains des impacts dévastateurs du changement climatique sont déjà «irréversibles», selon le groupe d'experts. Mais deux jours après le sommet climat de New York qui n'a pas suscité l'impulsion espérée, ce rapport souligne toutefois que réduire les émissions de gaz à effet de serre

pourrait faire une vraie différence. Les modifications de l'océan ne s'arrêteront pas soudainement en baissant les émissions, mais leur rythme devrait être ralenti. «Ça permettrait de gagner du temps», souligne la climatologue Valérie Masson-Delmotte. Gagner du temps pour, par exemple, se préparer à la montée des eaux et aux événements météo extrêmes qui lui sont liés: en construisant des digues autour des grandes mégapoles côtières comme New York ou en anticipant le déplacement inéluctable de certaines populations, notamment celles de petits États insulaires qui pourraient devenir inhabitables d'ici la fin du siècle.

Les océans se réchauffent

ÉPONGE. Les océans ont absorbé un quart des gaz à effet de serre émis par l'Homme et plus de 90% de la chaleur issue du changement climatique. Résultat, les mers de la planète bleue sont devenues plus chaudes, plus acides et moins salées. Et le Giec prévoit qu'elles aspirent 2 à 4 fois plus chaleur d'ici 2100, dans un scénario optimiste.

CANICULES MARINES. La fréquence, l'intensité et l'étendue des vagues de chaleur marines, comme celles qui ont dévasté la Grande barrière de

corail, ont augmenté.

EL NIÑO. Les phénomènes El Niño extrêmes - qui encouragent feux de forêts, cyclones et épidémies - devraient être deux fois plus fréquents même en cas de baisse des émissions de CO₂.

ALIMENTATION. Si les émissions ne sont pas réduites, le potentiel maximal de prises de poissons pourrait être revu à la baisse de 20 à 24% d'ici la fin du siècle par rapport à 1896-2005.

Les espèces marines, du plancton aux poissons et aux mammifères, se sont déplacées de plusieurs centaines de kilomètres depuis les années 1950.

La glace fond

CALOTTES GLACIAIRES. Les deux calottes glaciaires de la planète, en Antarctique et au Groenland, ont perdu en moyenne 430 milliards de tonnes chaque année depuis 2006, devenant la principale source de la hausse du niveau des océans.

GLACIERS. Les glaciers, dont dépendent plus de deux milliards de personnes pour l'eau douce, rétrécissent aussi. Ceux de basse altitude dans les Alpes, le Caucase ou la Scandinavie pourraient perdre 80 % de leur volume d'ici 2100 et beaucoup disparaîtraient même en limitant le réchauffement.

NEIGE. Les montagnes devraient perdre une part importante de leur couverture neigeuse, avec des impacts importants sur l'agriculture, le tourisme et l'approvisionnement en énergie.



Le glacier Planpincieux du Val d'Aoste, en Italie, a fondu à vitesse accélérée entre août et septembre et menace de s'effondrer dans une vallée parallèle à celle de la célèbre station de Courmayeur. Photo AFP

Le permafrost disparaît

Environ un quart de la surface du permafrost, cette couche de sol gelée en permanence, pourrait fondre d'ici 2100 même dans un scénario optimiste. Ce qui pourrait relâcher dans l'atmosphère des dizaines voire des centaines de milliards de tonnes de CO₂ et de méthane.

La mer monte...

NIVEAU DE LA MER. Comparé avec la période 1980-2000, le niveau des océans devrait augmenter de 43 centimètres environ d'ici 2100 dans un monde à +2°C, mais de 84 cm dans un monde à +3°C ou +4°C, réchauffement vers lequel nous conduisent les tendances actuelles. Au XXII^e siècle, le rythme d'élévation du niveau des mers pourrait être 100 fois plus rapide, de 3,6 millimètres par an aujourd'hui à «plusieurs centimètres»,

pour ensuite atteindre jusqu'à plusieurs mètres au total d'ici 2300 si les émissions ne sont pas réduites.

ADAPTATION. Construire des protections contre la montée des eaux pourrait réduire de 100 à 1.000 fois les risques d'inondations, à condition d'investir «des dizaines à des centaines de milliards de dollars par an». Les régions les plus pauvres n'auront

probablement pas les moyens pour ces grands travaux, notamment les petits États insulaires qui de toute façon risquent de devenir inhabitables et qui pourraient être forcés de relocaliser leur population.

ZONES HUMIDES. 20% à 90% des zones humides devraient être perdues d'ici 2100, en raison de l'élévation prévue du niveau des mers.

OXYGÈNE. La concentration d'oxygène dans les milieux marins a baissé de 2% en 60 ans, et devrait perdre 3 ou 4% supplémentaires si on ne réduit pas les émissions de CO₂.

ZONES MORTES. Le réchauffement de l'eau et la pollution côtière sont déjà responsables de l'expansion des «zones mortes», où le trop

faible taux d'oxygène empêche la vie marine.

CORAIL. Les récifs coralliens, dont un demi-milliard de personnes dépendent pour se nourrir et protéger les côtes, subiront des pertes importantes, voire des extinctions localement, même avec un réchauffement limité à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

... et meurt



Les inondations marines à répétition contamineront l'eau douce des îles si... elles ne sont pas déjà sous l'eau. Photo AFP

Pour les peuples du Pacifique, «il n'y aura pas de retour»

Quand la mer submergera les petites îles du Pacifique, la terre des autochtones mais aussi leur culture risquent de disparaître. Comme d'autres sur les côtes du monde entier.

«C'est une partie de nous que nous allons perdre», lance Kabay Tamu, un «fier» habitant de Warraber, minuscule îlot d'une quarantaine d'hectares et de moins de 300 habitants entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. «Nous voyons en personne les effets du changement climatique, la montée du niveau de la mer, l'érosion des côtes qui grignote cette terre avec laquelle nous avons une

connexion culturelle et spirituelle profonde», explique ce père de famille de 28 ans.

Le rapport du Giec note la possibilité que certaines îles deviennent inhabitables. Pas nécessairement parce qu'elles seront sous l'eau, mais notamment parce que les inondations marines à répétition auront contaminé l'eau douce.

Face à cette sombre perspective, chacun est face à un choix personnel, souligne Kabay Tamu. Mais pour lui

et sa famille, «partir n'est pas une option. Nous perdrons notre culture», insiste-t-il, évoquant les terres sacrées où son peuple qui habite l'île depuis des milliers d'années pratique initiations et autres cérémonies.

«Il n'y a pas de retour. C'est une relocalisation, et pas seulement physique, mais aussi culturelle et spirituelle», souligne Bina Desai, de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), évoquant la résistance de certains à

l'idée de «partir sans leurs ancêtres» enterrés là. Tout l'enjeu est de réussir à anticiper le potentiel déplacement de peuples entiers «sans perturber l'identité de leur culture», plaide-t-elle.

Pas simple quand cette identité est profondément ancrée dans la relation avec l'environnement immédiat, comme le revendiquent de nombreux peuples autochtones, des petites îles du Pacifique aux étendues glacées de l'Arctique.

Cet après-midi



Quelques éclaircies.

Dès le matin, le temps est bien nuageux et les éclaircies sont courtes. En fin de journée, le ciel se couvre davantage, sur l'Aunis Maritime ainsi que sur les îles, et quelques pluies sont possibles sous ces nuages.

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
15°/21°	15°/21°	14°/21°	13°/21°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
14°/22°	12°/22°	11°/21°	11°/21°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13°/24°	12°/25°	10°/26°	11°/24°

Lundi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
15°/23°	14°/23°	13°/24°	13°/22°

Mardi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
15°/23°	15°/24°	13°/24°	14°/23°

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
14°/22°	14°/23°	12°/22°	12°/22°

HIER

	Mini	16h
Angoulême	14°	16°
Cognac	15°	17°

RAPPORT DU GIEC Les experts du climat ont présenté hier leur rapport sur les océans, les régions polaires et les glaciers. Le niveau marin pourrait monter de plus d'un mètre et les inondations côtières se multiplier d'ici la fin du siècle

Jean-Denis Renard
j.d.renard@sudouest.fr

Il faut bien l'avouer, les nouvelles ne sont pas bonnes. Présenté hier à Monaco après deux ans de travail, le rapport du GIEC - et de ses 104 auteurs originaires de 36 pays différents - consacré aux océans et à la cryosphère (le monde gelé des régions polaires et des hautes montagnes) ouvre de sombres perspectives.

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat révisé à la hausse la montée maximale du niveau marin d'ici la fin du siècle. Si rien n'est fait pour ralentir les émissions de gaz à effet de serre, l'océan grimperait dans une fourchette située entre 60 cm et 1,10 m. En 2013-2014, le GIEC parlait d'une hausse légèrement inférieure à un mètre dans le scénario le plus pessimiste de son cinquième rapport d'ensemble sur les changements climatiques.

C'est évidemment alarmant pour les atolls coralliens qui pourraient devenir inhabitables d'ici quelques décennies. Encore plus que les épisodes répétés de submersion, c'est la salinisation des nappes phréatiques qui en chasserait irrémédiablement les habitants.

Comment protéger le littoral ?

Mais le drame des petits états insulaires sera plus généralement celui des 680 millions de personnes qui vivent sur des littoraux à moins de dix mètres au-dessus des flots. De nombreuses mégapoles côtières, en Asie tout particulièrement (voir l'infographie ci-contre), risquent de se transformer rapidement en cités lacustres. Ce qui augure des migrations massives vers l'intérieur des terres. Nos rivages de pays riches sont

mieux armés. Mais à ce stade, on imagine mal les sommes nécessaires à la protection de villes de la taille de La Rochelle, Bordeaux ou Bayonne contre une élévation d'un mètre de l'océan atlantique... « La situation dépendra beaucoup des choix d'adaptation qui auront été décidés localement », prévient Valérie Masson-Delmotte, la climatologue française qui codirige l'un des

trois groupes de travail du GIEC.

Entre une trajectoire de faibles émissions de gaz à effet de serre et le laisser-faire qui prévaut à l'heure actuelle, les conséquences varient du tout au tout.

énormes châteaux d'eau douce gelée (à la différence de la banquise, la mer transformée en glace) qui reposent sur les terres du Groenland et de l'Antarctique.

« Pas de retour en arrière »

La déstabilisation de ces calottes polaires a commencé. « Nous ne pouvons pas revenir en arrière », pose Valérie Masson-Delmotte. L'inertie du système climatique continuerait pour longtemps à briser la glace même si on arrêtait brutalement d'émettre des gaz à effet de serre.

Des études récentes suggèrent que le point de bascule au-delà duquel l'Antarctique de l'ouest perdra

ses glaces se situe dans la zone grise d'un réchauffement de 1,5/2 °C. Par rapport au point de référence, la température moyenne au début du XIX^e siècle, nous y sommes presque. L'Antarctique de l'ouest représente une masse glacière qui serait à elle seule responsable d'une montée des mers de plusieurs mètres...

À plus brève échéance, le niveau moyen des océans aura des incidences directes sur les conséquences des tempêtes. « Les inondations du siècle », comme on baptise celles qui ont englouti le rivage de la Charente-Maritime et de la Vendée dans le sillage de la tempête Xynthia en février 2010, pourraient devenir... annuelles.

Benoît Meyssignac, chercheur au Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiale (Legos) à Toulouse, l'a résumé simplement lors d'une présentation du rapport organisée hier après-midi dans les murs du ministère de la Transition écologique. « La tempête Xynthia a provoqué une surcote (une montée des eaux) de 1,60 m à La Rochelle. Avec un niveau moyen des océans supérieur d'un mètre, il suffirait d'une surcote de 60 cm pour obtenir le même résultat. Les niveaux extrêmes seraient ainsi atteints lors de tempêtes beaucoup plus faibles que Xynthia ».

« Difficile à entendre »

« La vérité peut être difficile à entendre mais elle est nécessaire. Le rapport du GIEC est un appel à agir plus vite. Nous l'entendons dans nos rues. La jeunesse se refuse à l'inaction et elle a raison », a enchaîné Elisabeth Borne, la ministre de la Transition écologique, en référence aux manifestations pour le climat



qui ont émaillé la fin de la semaine. Le choix des mots ne devait sûrement rien au hasard. Il avait le goût de l'apaisement après les sèches déclarations d'Emmanuel Macron sur le sujet le week-end dernier.

En tous les cas, la ministre s'est située dans le droit fil des conclusions du GIEC qui invite peuples et gouvernements à ne pas baisser les bras. Il y a une excellente raison à cela. Entre une trajectoire de faibles

émissions de gaz à effet de serre avec un réchauffement jugulé à 1,5 °C et le laisser-faire qui prévaut à l'heure actuelle, les conséquences varient du tout au tout. À titre d'exemple, il est encore possible de limiter la hausse des océans à 30 cm. De 30 cm à 1,10 m, il y a 80 cm qui séparent deux mondes, celui de l'anticipation collective et celui du chaos et du sauve-qui-peut.

Là-haut sur la montagne, ça fond et ça tombe



Le glacier de Planpincieux.

PHOTO APF

RÉCHAUFFEMENT Les glaciers se disloquent, la neige se raréfie, les sols dégèlent et les périls se multiplient

Dans les Alpes italiennes, le glacier Planpincieux du Val d'Aoste menace de craquer brutalement et de s'effondrer en contrebas. Cette actualité illustre très concrètement les lourds problèmes décrits hier par les experts du GIEC. Dans le monde entier, les montagnes sont malades du réchauffement climatique.

Les glaciers et les neiges sont évidemment vulnérables face à l'envolée du mercure. Phénomène nettement moins connu, les sols le sont tout autant.

Comme dans les régions arctiques, le gel qui dure depuis des millénaires en altitude leur confère les qualités du ciment. Quelques degrés supplémentaires changent la donne. Les blocs de pierre s'effondrent en grappes. Les sols glissent et se transforment en rivières de boue. En haute montagne, c'est parfois tout le paysage qui s'en trouve modifié tandis que disparaissent les voies les plus mythiques de l'alpinisme européen.

D'ici 2100, les glaciers français ne devraient plus subsister qu'à

l'état de reliques, dans les Alpes uniquement. La vingtaine de glaciers qui peuple encore les Pyrénées a fort peu de chances de traverser les décennies à venir.

Les rivières en dépendent

Ces bouleversements vont affecter les modes de vie comme les activités économiques en montagne. Publié l'an passé, le rapport de l'Observatoire pyrénéen du changement climatique l'a amplement démontré. Mais, alerte le GIEC, la plaine et ses habitants en

souffriront également. L'alimentation en eau potable, l'agriculture comme la production hydroélectrique seront en première ligne.

Cette réalité est valable pour l'Inde et le Pakistan qui profitent de l'eau descendue de l'Himalaya. Elle l'est aussi à l'échelle régionale. Quand la neige viendra à manquer sur les Pyrénées, les bassins versants de l'Adour et de la Garonne seront exposés à la soif aux prémices de l'été.

J. D. R.



Entre Charente et Seudre, l'attente de digues

PAYS ROCHFORTAIS Une portion du littoral bordant le marais de Brouage ne bénéficie pas, pour l'instant, des travaux de protection contre les inondations

La tempête Xynthia de février 2010 a provoqué le réveil de la mémoire des habitants d'un rivage considéré depuis les années 60 comme un havre de paix propice à la construction d'habitations. Près de 10 ans après la tempête qui avait ôté la vie à 12 personnes en Charente-Maritime (47 sont décédées en France), le Conseil départemental continue d'ériger des digues sur le littoral charentais. 137 opérations ont été finalisées pour un coût total de 150 millions d'euros (1). Mais si tout le littoral de la Charente-Maritime (en incluant les trois îles de Ré, Oléron et Aix) se protège contre une bourrasque similaire, une portion d'une vingtaine de kilomètres de long située entre Port des Barques et Bourquefranc-le-Chapus n'a pas été intégrée dans les Papis (programme d'actions de prévention des inondations).

Ce dossier a été mis sur la table par les maires concernés (Soubise,

Saint-Froult et Moëze) lors d'un conseil communautaire de l'agglomération de Rochefort, un soir de l'automne 2017. Les élus devaient voter l'imposition d'une nouvelle taxe, la Gemapi ou gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

Réserve naturelle déplacée ?

Prenant tour à tour la parole, les maires avaient laissé percevoir leur amertume. Le message était passé car deux ans plus tard, « un Papi d'intention associant l'agglomération de Rochefort Océan et la communauté de communes du Bassin de Marennes et mené par l'établissement public territorial de bassin (EPBT) Charente est à l'étude » souligne Alain Burnet. Maire de l'île d'Aix et vice-président de l'agglomération de Rochefort-Océan, il rappelle que « les maires de l'époque n'avaient pas été demandeurs ». Reste que ce

rattrapage ne va pas se traduire forcément par la construction ou la restauration de digues. « Nous effectuons un état des lieux des risques et des enjeux » poursuit-il. Car au final la décision sera prise en tenant compte de l'évaluation coûts/bénéfices. Couvrant le marais de Brouage, ce secteur demeure en effet l'un des moins habités du littoral. De fait, seules quelques maisons sont concernées par le risque de submersions marines. Cette portion de littoral comporte aussi une zone économique, la zone ostréicole de Montportail à Port des Barques et une réserve naturelle nationale, Moëze-Oléron. Classée en 1985 et occupant une superficie de 6 720 hectares en majorité sur le domaine public maritime, cette halte privilégiée des oiseaux migrateurs semble aujourd'hui menacée dans son périmètre terrestre actuel. La digue qui la protège



La plage de Saint-Froult battue par le vent et la pluie, hier. PHOTO DR

est en train de s'effacer » révèle Alain Burnet. Alors que la digue avait « à peu près » résisté à la tempête Xynthia, le débat qui se pose aujourd'hui est de conforter l'ouvrage ou de le laisser s'effacer pour reculer ensuite la réserve qui va célébrer dans quelques jours le 200 000^e oiseau bagué dans sa station. Et redonner ainsi à l'an-

cien golfe de Saintonge, comblé par les alluvions de la Charente à partir du IV^e siècle, une partie de son emprise ancienne.

David Briand

(1) Financé par l'État (40 %), le département (20 %) qui est le maître d'ouvrage, la région (20 %) et les collectivités locales concernées (20 %)

La taxe carbone, une absence qui fait jaser

Présenté demain, le dispositif fiscal de la loi de Finances 2020 – le budget de l'État – est muet sur la taxe carbone, consommée dans les braseros des gilets jaunes. Le sujet n'est pourtant pas enterré



Le Haut Conseil pour le climat incite à réactualiser la taxe carbone en veillant à « aider les ménages les plus modestes » et à « instituer une transparence totale sur les recettes de la taxe ». ARCHIVES DAVID LE DEDIC / SUD OUEST

Jean-Denis Renard
jd.renard@sudouest.fr

Le conseil des ministres se penchera demain sur un gros morceau : le projet de loi de Finances pour 2020. Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics, et Bruno Le Maire, son homologue aux Finances, n'en profiteront pas pour rivaliser d'envoies lyriques sur la taxe carbone. Gelée, momifiée, la hausse de cette grenade dégoupillée n'est pas un sujet.

Il faut être un ermite coupé des passions du monde pour ignorer que cette fiscalité additionnelle sur l'énergie fossile – gazole et essence à la pompe, fioul et gaz naturel des chaudières – a enclenché le mouvement des gilets jaunes. Le premier acte de la colère remonte au 17 novembre 2018. Programmée pour le 1^{er} janvier 2019, l'augmentation a été suspendue par Édouard Philippe dès le 4 décembre.

En février, Emmanuel Macron a fermé la porte et la fenêtre à un retour subreptice du dispositif. « Le gouvernement n'envisage pas

de hausse de la taxe carbone en 2020 », a bien appuyé la semaine passée Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement.

En 2020, le montant de la taxe carbone restera fixé à 44,60 € par tonne de CO₂ (dioxyde de carbone) émise, son niveau de 2018. Sa dernière augmentation remonte au 1^{er} janvier de cette année-là, avec un peu plus de trois centimes par litre sur l'essence et un peu plus de six centimes par litre sur le gazole (en raison du rattrapage de la fiscalité du gazole sur celle de l'essence, plus lourde).

Et pourtant, elle bouge encore

Pourtant, la taxe carbone bouge encore. Il y a une semaine, le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), une instance rattachée à la Cour des Comptes, a publié une somme sur la fiscalité environnementale qui rappelle l'importance de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) – celle qui pèse sur les carburants : 32 milliards d'euros en 2018, pas loin de la moitié de l'impôt sur le revenu.

Introduite en 2014 et en hausse constante chaque 1^{er} janvier (jus-

qu'en 2018, donc), la taxe carbone est une composante minime de la TICPE. La révision ambitieuse de sa trajectoire au début du quinquennat d'Emmanuel Macron devait en étoffer le rendement. L'État espérait un surplus de recettes de 3,6 milliards d'euros en 2018, 6,6 milliards cette année et 14,2 milliards en 2022 (1). La crise incendiaire des gilets jaunes a supprimé cette manne enchantée.

Le gel de la taxe carbone affecte aussi la poursuite des objectifs climatiques que la France s'est fixés dans la loi énergie-climat, en cours d'adoption définitive : - 40 %

d'énergies fossiles d'ici 2030, la neutralité carbone (ne pas en émettre plus que le pays n'en absorbe) en 2050. Les experts sont peu ou prou d'accord sur le gouffre rémanent entre ces louables intentions et la réalité actuelle.

Les transports mauvais élèves

Dans son rapport publié en juin, le Haut Conseil pour le climat – un organisme installé à la demande d'Emmanuel Macron – indique que les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports ont augmenté de 10 % entre 1990 et 2018. Il exhorte le gouvernement à la cohérence et appelle à

DÉJÀ UNE VIEILLE HISTOIRE

La taxe carbone, ou contribution climat-énergie, est censée inciter les usagers à modifier leurs comportements pour rompre l'addiction de la France au pétrole, au gaz et au charbon. Deux échecs ont marqué son parcours. En 2000, le Conseil constitutionnel a censuré un projet d'extension aux énergies fossiles de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). En 2009, le projet de Nicolas Sarkozy, lui aussi, été

rejeté par le Conseil Constitutionnel à cause des trop nombreuses exemptions qu'il comportait. C'est finalement en 2014, en catimini et dans une période de pétrole à bas prix, qu'une taxe carbone ajoutée à la TICPE a vu le jour. Il y a un an, l'annonce de sa nouvelle hausse au 1^{er} janvier 2019 a percuté l'envolée concomitante des cours du pétrole, provoquant un rejet massif des automobilistes.

remettre la taxe carbone sur le métier en veillant à « aider les ménages les plus modestes » et à « instituer une transparence totale sur les recettes de la taxe ».

Il réclame également une revue de détail des exemptions qui concernent « le transport aérien et maritime intérieur, le transport routier de marchandises, le transport routier en commun de voyageurs, les taxis, le gazole non routier, les professionnels agricoles et les installations industrielles intensives en énergie ». En clair, si la taxe carbone doit reprendre son envol, il faudra que chacun en règle sa juste part.

Ces conclusions rejoignent celles du Conseil des prélèvements obligatoires. Le CPO demande lui aussi au gouvernement de « reprendre une trajectoire de hausse de la fiscalité carbone » en insistant sur l'exigence de justice.

13 milliards pour polluer plus

Il chiffre à 13 milliards d'euros en 2018 les avantages fiscaux attachés aux taxes environnementales. « La majorité de ces dépenses fiscales peuvent être considérées comme des soutiens à la consommation d'énergies fossiles », indique-t-il. Difficile ensuite d'aller reprocher au conducteur d'un vieux diesel de détruire la planète...

Pour couronner le tout, l'OCDE (l'organisation internationale qui regroupe les pays développés) a dévoilé, il y a quelques jours, les premiers résultats d'une étude qui souligne le caractère incontournable des taxes sur l'énergie. Et leur faiblesse. « Les taxes sur les carburants routiers tiennent rarement compte de l'intégralité du coût induit par les atteintes à l'environnement », estime l'OCDE.

« Les taxes sur les carburants routiers tiennent rarement compte du coût induit par les atteintes à l'environnement »

Face à ce tir de barrage, l'exécutif a trouvé la parade en confiant à la Convention citoyenne le soin de formuler des propositions. Emmanuel Macron s'est engagé en avril à les reprendre à son compte, soit par la loi, soit par référendum. Composée de 150 citoyens tirés au sort, cette Convention citoyenne se réunira à Paris chaque week-end à partir du 4 octobre.

« On verra bien ce que ces 150 personnes nous disent », a vaguement risqué le week-end dernier Emmanuelle Wargon, la secrétaire d'État à la Transition écologique. Elle en a profité pour confirmer que la fiscalité du gazole non routier (utilisé par les professionnels hors secteur des transports) allait rencherir de 2 centimes par litre. D'autres lignes vont-elles bouger ?

(1) Est aussi prise en compte dans cette évaluation la hausse des recettes des taxes sur le gaz et sur le charbon.

Le retour du Grand Débat

POLITIQUE Ce soir à Rodez, dans l'Aveyron, Emmanuel Macron défendra sa réforme des retraites. Avec l'ambition d'ouvrir un nouveau cycle

Jefferson Desport
j.desport@sudouest.fr

Grand Débat, le grand retour. Cinq mois après la fin du Grand Débat national qu'il avait initié pour sortir de la crise des gilets jaunes, Emmanuel Macron va donc renouer, ce soir, avec ce même exercice. Mais cette fois, sur un thème en particulier, la délicate réforme des retraites. Le chef de l'État le sait : le chemin qu'il propose est une voie escarpée et semée d'embûches. Supprimer, à l'horizon 2025, les 42 régimes spéciaux aujourd'hui en vigueur pour n'en faire plus qu'un, universel, va demander bien plus que de la simple pédagogie ministérielle. Surtout qu'en arrière-plan émergent quantité de questions cruciales et là encore potentiellement explosives : quelle durée de cotisation, quelle valeur du point, doit-il y avoir un âge pivot... ?

D'abord convaincre

Si, dans ces nouveaux face-à-face avec les Français, Emmanuel Macron s'appuiera sur le rapport de Jean-Paul Delevoye, le haut-com-

missaire aux retraites désormais membre du gouvernement – qui a déjà mené 18 mois de consultation –, il va lui falloir surtout convaincre du bien-fondé de cette réforme.

Ce sera l'un des objectifs de cette soirée à Rodez, dans la préfecture de l'Aveyron, un département essentiellement rural où le tiers de la population est âgé de plus de 60 ans.

Concrètement, le président de la République répondra aux questions des quelque 500 lecteurs des trois quotidiens du groupe « La Dépêche » présents dans la salle. Le modérateur de ce débat, Olivier Biscaye, rédacteur-en-chef du « Midi Libre », lui soumettra aussi les questions de 20 titres de la presse quotidienne régionale dont « Sud Ouest » et des télévisions locales qui diffuseront en direct le débat. Les discussions débiteront autour de 18 h 30. Elles devraient durer au moins trois heures. Mais rien ne dit que ces échanges ne vont pas se poursuivre au-delà. Lors du Grand Débat national, Emmanuel Macron a parfois débattu pendant six heu-



Emmanuel Macron va tenter de convaincre de l'importance de cette réforme. PHOTO AFP

res d'affilée. Une certitude, cet exercice direct de questions-réponses est une formule qu'il maîtrise pleinement.

« Ensemble »

Le 26 août en clôture du G7 à Biarritz, le chef de l'État avait été clair sur ses intentions : « Ce sera plus qu'une concertation, je tiens à un grand débat, on le fera ensemble ». À six mois des municipales, le locataire de l'Élysée entend ouvrir, ce

soir, un nouveau cycle. L'occasion aussi de faire oublier que mardi, le gouvernement a renoncé en catastrophe à une mesure portée par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud : la suppression d'une exonération fiscale pour les seniors employant une aide à domicile. Un projet qui, s'il avait été validé, n'aurait pas manqué de braquer, une fois encore, les... retraités. Et de plomber avant même qu'il ne commence ce nouveau Grand Débat.

Fermeté sur l'immigration

Ne pas accueillir « tout le monde », pour « accueillir bien » : Emmanuel Macron a cherché, hier, à déminer le débat sur l'immigration prévu la semaine prochaine au Parlement. Dans un entretien à Europe 1, le chef de l'État plaide pour un débat « apaisé » qui ne soit pas « simpliste », souhaitant un « vrai "en même temps" » sur la politique migratoire aussi, entre humanité et efficacité. Ainsi de l'Aide médicale d'État (AME) aux immigrés sans papiers, qu'il souhaite voir « évaluée », mais pas supprimée, pour lutter contre certains « excès » probables.

Admettant un « échec » sur les reconduites à la frontière, il décline les quatre axes d'une politique migratoire qui deviendrait « opportunité économique » : donner l'asile « le plus rapidement possible à ceux qui ont besoin de notre protection », les « intégrer beaucoup plus efficacement », « traiter et protéger tous ceux qui sont sur notre territoire », et « reconduire beaucoup plus efficacement les personnes qui n'ont pas vocation à (y) rester parce qu'elles y sont entrées illégalement ».

SACHEZ-LE

Grand-Angoulême : le réseau STGA risque d'être très perturbé ce vendredi

À la suite d'un mouvement portant notamment sur les conditions de travail, la STGA annonce que la journée de demain vendredi risque d'être très perturbée pour les transports en commun au Grand-Angoulême. « Suite au dépouillement des intentions de grève, 80 conducteurs en service ont déclaré leur intention de grève pour cette journée. Sur les 1 217 départs de terminus quotidiens, 613 ne seront pas assurés. Nous sommes donc contraints d'annoncer un taux de service fortement dégradé à 49 % », prévient la STGA dans un communiqué. « Toutes les lignes scolaires fonctionneront à leurs horaires habituels. » Pour plus d'informations, consulter le site stga.fr



CRÉDIT PHOTO LOIC DEQUIER

Du glyphosate partout, de la logique nulle part

COGNAC Les « pisseurs involontaires d'herbicide » ont reçu les résultats des analyses du 15 juin

Les 47 « pisseurs involontaires d'herbicide » de Cognac ont (presque) tous des traces de glyphosate dans leurs urines ! Mais il est rigoureusement impossible d'interpréter la diversité des résultats fournis par le laboratoire allemand Biocheck.

Voilà ce qu'il faut retenir de la réunion d'information, mercredi soir à Cognac, du petit groupe de militants locaux ayant répondu à l'appel conjoint du collectif charentais Vigilance OGM Charente et de l'association nationale Campagne glyphosate.

Des plaintes en octobre

Le 15 juin, ces Cognacais aux profils et aux âges très divers avaient fait pipi dans un tube, sous contrôle de M^e Emmanuel Marquet, huissier de justice à Mansle. Verdict : les concentrations en résidus d'herbicide oscillent entre 0,075 (sous le seuil décelable) et 3,082 nanogrammes (ng) par millilitre (ml). La moyenne s'élève à 1,148 ng/ml. À titre de comparaison avec les autres campagnes d'analyses en Charente, les taux allaient de 0,403 à 3,25 à Ruffec ; de 0,38 à 3,26 à Angoulême. Bref du glyphosate partout, de la logique nulle part !

Ici, à Cognac, le taux le plus important a été relevé chez un homme de 50 ans, urbain, vivant dans le quartier Saint-Jacques et très



Anne, une militante, devant les résultats exprimés en nanogramme par millilitre. P.H.O.S.

attentif à son hygiène de vie. « Ceux qui mangent bio ont parfois de forts résidus ! Est-ce l'eau du robinet, l'air que l'on respire ? Les chiffres ne correspondent pas aux modes de vie », a relevé une organisatrice.

La complexité des chiffres ne refroidit pas pour autant l'ardeur militante. La plupart des 47 « pisseurs » se disent prêts « à porter plainte pour tromperie aggravée, mise en danger de la vie d'autrui et atteintes à l'environnement contre toute personne impliquée dans la distribution et la diffusion dans l'environnement de molécules probablement cancérigène de glyphosate ». Dépôt de plaintes prévu sans doute courant octobre, devant le tribunal d'Angoulême.

O. S.

L'IME Fraineau veut s'ouvrir sur l'extérieur

INITIATIVE

L'Institut médico-éducatif (IME) ouvre des locaux à la location et son restaurant d'application

Didier Faucard

d.faucard@sudouest.fr

« On nous a parfois reproché de rester entre nous, de ne pas nous ouvrir sur l'extérieur », exprime Cyril Basso, le directeur de l'IME Fraineau. Quelques-uns des enfants accueillis se trouvent cependant dans des classes d'établissements scolaires cognaçais, l'école primaire Jules-Michelet et le collège Elisée-Mousnier. De même, l'IME a signé une convention avec le Campus des métiers qui ouvre son internat à des étudiants.

Mais pour aller plus loin dans cette ouverture, l'Institut propose désormais à la « société civile », d'entrer chez lui en mettant en place un système de location de locaux, d'ouverture une fois par semaine de son restaurant d'application et d'hébergement. « Nous l'avons fait une première fois cet été lors de la Semaine de cyclotourisme », dit Cyril Basso.

Mais attention, tout de même, si ouverture il y a, elle est ciblée. L'idée n'est pas ici d'ouvrir à tous. « Cela concerne nos partenaires proches associatifs et institutionnels. » Cette démarche de plus grande inclusion dans la ville locale est, outre cette volonté d'ouverture, notamment née de l'opportunité de réhabilitation d'un ancien chai où ont été instal-



La cuisine pédagogique et le restaurant d'application, ici lors de la mise en place, vont accueillir du public extérieur. PHOTO « 50 »

lés la cuisine pédagogique et le restaurant d'application et où, à l'étage une grande salle de réunion a été créée. « Il est donc possible de tenir une réunion et de manger par la suite », assure Cyril Basso.

Valoriser les acquis

L'autre porte d'entrée est donc l'ouverture de la cuisine pédagogique et le restaurant d'application (15 places) pour le déjeuner, à raison d'une fois par semaine le jeudi. « La formule a déjà été testée et validée par des membres de la MSA et des Kiwanis », informe Cyril Basso, « et une fois par trimestre, il sera possible de demander d'organiser quelque chose en soirée », ajoute-t-il.

Ce nouvel équipement cuisine-restaurant, notamment financé par l'argent récolté lors de la vente aux enchères organisée par la tonnellerie Vicard sur la fête du cognac il y a deux ans et lors de la dernière Part des Anges (1), « s'appuie sur notre cuisine centrale qui fonctionne depuis longtemps et maîtrise les normes et le savoir-faire de la cuisine de collectivité ». Une cuisine d'autre part engagée dans une démarche écoresponsable (label « Mon restaurant responsable ») qui passe, entre autres, le recours aux producteurs locaux ou centres socio-éducatifs (Esat des Vauzelles, centre social de Barbezieux) pour la nourriture, la disparition de l'utilisation d'objets

DES DÉTAILS

RESTAURANT D'APPLICATION.

Ouverture de 12 h 15 à 14 heures, le jeudi. Tarif 12 € : entrée, plat, fromage, dessert café ; 14 € avec apéritif et vin. Réservation au 05 45 36 63 20 ou

secretaire@fraineau.fr

LOCATION. Cuisine pédagogique et salle à manger : 150 €, salle de réunion : 100 € (50 personnes) ; cuisine pédagogie, salle à manger et salle de réunion : 200 € ; Lit (sans draps) : 18 € ; petit-déjeuner : 5 € ; gymnase : 20 €/heure ; caution ménage : 200 € ; caution casse : 250 €.

en plastique, le bien-être des convives (2)...

« Le fait d'ouvrir le restaurant d'application sur l'extérieur va être très valorisant pour les jeunes », estime Cyril Basso. Tant pour ceux qui s'activent en cuisine que pour ceux qui sont au service. Mais pas que. « via le dispositif "différent et compétent", l'acquisition des compétences techniques faite à l'IME peut faire l'objet d'une Reconnaissance des acquis de l'expérience (RAE). C'est la première marche vers la VAE (validation des acquis de l'expérience) », explique Cyril Basso. Une autre façon de s'inclure dans cette fameuse « société civile ».

(1) Le Comité national coordination action handicap (CCAH) a aussi participé au financement.

(2) Dans la même démarche écoresponsable, l'IME va renouveler une partie son parc de véhicules (7 au total) en optant pour l'électrique.

L'humour (et la mauvaise foi) de Belliot

POLITIQUE Le chef de file du groupe d'opposition à la mairie de Cognac publie un savoureux billet

MUNICIPALES 2020

Il jette l'éponge mais pas la plume. Noël Belliot (Les Républicains), chef de file du groupe d'opposition au conseil municipal de Cognac, ne sera pas candidat en 2020 mais n'a pas l'intention de se taire. Il demeure un fin observateur du petit monde politique local. On le vérifie à la lecture de son blog, www.belliot.fr, où un texte de 1 200 mots, publié le 24 septembre, vaut son pesant de cacahuètes. Le billet, intitulé « Libre opinion », porte le numéro 1, préface de nouveaux exercices prosaïques. Il est bien troussé, parfois

drôle, souvent mouillé d'acide. Belliot dit avoir vu trois maires se succéder. Il tresse des lauriers à Hardy « le paternaliste », étrille Mouhot « l'insaisissable » et bouscule Gourinchas, « le militant sectaire » devenu « maire naïf ».

« La droite façon puzzle »

Puis l'élu d'opposition commente « l'abondance de candidats » aux municipales. Chacun est affublé d'un vocable. Voici Muñoz « le dauphin », Bertrand « l'outsider », Lelièvre « le politique », Lassalle « l'extrémiste », Berger « le filleul », Lebreton « le militant » et Brisset « la centriste ». Les présentations sont succinctes mais percutantes, à la fois pertinentes et impertinentes. On rigole. Certes, il y a ici



Noël Belliot (LR). PHOTO PH. MÉNARD

et là un brin de mauvaise foi. Muñoz est vu « comme un homme vivant du système politique » quand Lelièvre est décrit comme connaissant « toutes les ficelles des partis et des campa-

gnes ». Les deux ont exercé le même métier : directeur de cabinet ! Pourquoi le reprocher à l'un et pas à l'autre ?

Puis, vient ce paragraphe, savoureux, sur « la droite éparpillée façon puzzle » et ce constat sans appel : « Muñoz est le favori d'une élection néanmoins incertaine à bien des points de vue ».

Bref, nous vous recommandons la lecture de ce billet. Même si l'élu – que l'on sait pourtant très attaché à la « valeur travail » – a publié des photos « empruntées » aux sites de « Sud Ouest » et « Charente Libre », en omettant de solliciter l'accord des journaux et des photographes, dont les noms ne sont d'ailleurs pas cités.

Olivier Sarazin

CHÂTEAUBERNARD

Trois randonnées à vélo. L'AS Verriers cyclotourisme organise trois randonnées à vélo ce dimanche 29 septembre. Départ à 8 heures devant l'usine Verallia, port du casque obligatoire. Le circuit de 61 km (dénivelé 420) se scindera des deux autres à hauteur de Châtea-

neuf-sur-Charente. Ceux de 89 km (dénivelé 767) et de 97 km (dénivelé 882) se sépareront sur la commune de Chadurie.